

L'économie mondiale a connu un début d'année difficile, par suite des intempéries aux États-Unis, des turbulences sur les marchés financiers et du conflit en Ukraine. Les projections de la croissance mondiale pour 2014 ans ont, par conséquent, dû être ramenées de 3,2 % en janvier à 2,8 % à présent. Malgré les faiblesses des résultats initiaux, la croissance devrait s'accélérer durant l'année, et le PIB mondial devrait augmenter de 3,4 % en 2015 et de 3,5 % en 2016 – ce qui cadre dans l'ensemble avec les projections antérieures. Lorsqu'elles sont établies sur la base de la parité des pouvoirs d'achat de 2010, les projections indiquent que la croissance mondiale passera de 3,1 % en 2013 à 3,4 % en 2014, puis à 4,0 % 2015 et à 4,2 % en 2016.

La reprise est en cours dans les pays à revenu élevé

La majeure partie de cette progression sera imputable aux pays à revenu élevé (notamment les États-Unis et la zone euro). L'atténuation de l'effet de frein exercé sur la croissance par l'assainissement des finances publiques, l'amélioration de la situation sur le marché du travail et la matérialisation progressive de la demande insatisfaite de ces pays devrait, selon les projections, contrebalancer les faibles résultats du premier trimestre et porter la croissance du PIB des pays à revenu élevé à 1,9 % en 2014, contre 1,3 % en 2013, puis à 2,4 % en 2015 et à 2,5 % en 2016.

La croissance reprendra lentement dans les pays en développement ...

La croissance dans les pays en développement devrait rester stationnaire en 2014, qui marquera la troisième année consécutive durant laquelle la croissance restera inférieure à 5 % en raison d'un contexte économique mondial devenu plus difficile depuis la crise. Cette absence de progression sur l'année masque le raffermissement escompté de l'activité en 2014, grâce auquel le taux de croissance des pays en développement devrait atteindre 5,4 % en 2015 et 5,5 % en 2016, soit des taux qui correspondent de manière générale à leur potentiel.

Les perspectives reflètent des forces compensatoires. D'une part, l'accélération de la croissance des pays à revenu élevé aura un important effet de propulsion, et la contribution de ces pays à la croissance mondiale passera probablement de moins de 40 % en 2013 à près de 50 % en 2015. Les projections indiquent, par conséquent, que leur demande d'importations, qui n'avait augmenté que de 1,9 % l'année dernière, fera un bond de 4,2 % en 2014 et de jusqu'à 5,0 % en 2016, tandis que les exportations des pays en développement passeront de 3,7 % l'année dernière à 6,6 % d'ici 2016.

La croissance des pays en développement ne sera pas plus robuste, en partie parce que la plupart de ces économies se sont déjà totalement remises de la crise et progressent à un rythme proche de leur potentiel. Les conditions financières mondiales se durciront en outre à moyen terme, bien qu'il soit devenu plus difficile de déterminer quand ce resserrement se produira en raison de la poursuite d'un important desserrement du crédit dans la zone euro. Parmi les autres raisons pour lesquelles la croissance ne devrait pas être plus dynamique figurent, notamment, la restructuration de l'économie chinoise, l'orientation progressivement plus neutre de la politique économique des pays en développement et, dans le cas des pays exportateurs de produits de base, la stagnation ou la baisse des cours de ces produits.

Les perspectives diffèrent selon les régions

Les goulets d'étranglement qui existent au niveau de l'offre feront obstacle à l'accélération de la croissance, en particulier dans les régions de l'Asie de l'Est et du Pacifique, de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de l'Afrique subsaharienne. La plupart des pays de ces régions se sont déjà complètement remis de la crise financière et progressent à un rythme proche de leur potentiel. Selon les projections, la croissance devrait légèrement se ralentir en Asie de l'Est pour s'établir à 7,0 % d'ici 2016. La plupart des pays d'Amérique latine opèrent à pleine capacité, mais l'accroissement de la production en Argentine, au Brésil et au Mexique devrait, selon les projections, porter la croissance de la région du faible niveau de 1,9 % pour cette année à environ 3,5 % en 2016. En Afrique subsaharienne, la croissance du PIB, qui est demeurée de l'ordre de 4,7 % en 2014, devrait progressivement s'accélérer pour atteindre 5,1 % en 2016.

Les résultats en Europe et en Asie centrale dépendront du conflit en Ukraine. La croissance des pays en développement de la région devrait, selon les projections, tomber de 3,6 % 2013 à 2,4 % cette année, avant de reprendre pour s'établir à 3,7 % en 2015 et à 4,0 % en 2016. Les projections établies pour l'ensemble de la région (c'est-à-dire y compris les pays à revenu élevé comme la Russie, la Pologne et d'autres États baltes) indiquent une amélioration progressive du taux de croissance, qui passera du faible niveau de 1,7 % enregistré pour 2014 à 3,2 % en 2016.

La croissance devrait reprendre plus rapidement dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie du Sud. Dans cette dernière région, cette amélioration se produira essentiellement en Inde, qui procède à des réformes pour atténuer les contraintes au niveau de l'offre, en particulier dans les domaines de l'énergie et des infrastructures. Selon les projections, le taux de croissance pour l'ensemble de la région devrait augmenter pour passer de 4,8 % en 2013 à 5,3 % en 2014, puis à 5,9 % en 2015 et à 6,3 % en 2016. Au Moyen-Orient, la reprise semble devoir être plus progressive puisque la stagnation affichée l'année dernière devrait faire place à une croissance de 1,9 % en 2014, de 3,6 % en 2015 et de 3,5 % en 2016, par suite de l'augmentation de la production de pétrole en Iran et en Iraq et d'un redressement partiel des économies égyptienne et jordanienne qui ont souffert des conflits au cours des dernières années.

Les risques d'envergure mondiale ont diminué, mais les perspectives restent tributaires de la volatilité des marchés financiers

Les risques auxquels les pays à revenu élevé peuvent exposer l'économie mondiale ont été en grande partie éliminés par suite des importantes restructurations déjà réalisées aussi bien en Europe qu'aux États-Unis — même si d'autres mesures s'imposent. Les problèmes et les risques liés aux pays à revenu élevé s'inscrivent de plus en plus dans une perspective à moyen terme, notamment en ce qui concerne la viabilité des finances publiques, la sortie en douceur de politiques monétaires non conventionnelles (Europe, États-Unis et Japon), le risque de déflation (en Europe) et la nécessité de procéder à des réformes structurelles pour stimuler l'augmentation de la productivité. Les risques à court terme sont moins pressants et plus équilibrés qu'auparavant.

Les risques à court terme sont également devenus moins pressants dans les pays en développement, en partie parce que les risques baissiers antérieurs se sont matérialisés cette année sans provoquer d'importants bouleversements et parce que les ajustements économiques effectués au cours de l'année écoulée ont réduit les vulnérabilités. En revanche, de fortes pressions continuent de s'exercer sur les salaires et les prix intérieurs et les déficits des comptes courants restent élevés au Brésil et en Turquie. Bien qu'elle ait eu un effet positif à court terme, la chute des rendements des obligations des pays en développement observée depuis avril pourrait exacerber les vulnérabilités sous-jacentes qui persistent dans plusieurs pays si le crédit intérieur et la demande commencent à progresser trop rapidement sous l'effet de l'augmentation des entrées de capitaux. Une recrudescence des risques dans un ou plusieurs de ces pays pourraient se propager à d'autres pays. Les prévisions de base présument que les tensions en Ukraine vont persister durant l'année mais sans s'intensifier davantage. Toutefois, si ces tensions s'intensifient elle pourraient ébranler profondément la confiance au niveau global, ce qui produirait un ralentissement de la croissance dans les pays en développement de l'ordre de 1 point de pourcentage ou plus du PIB.

La politique macroéconomique devra se resserrer à moyen terme ...

Les marchés restent nerveux même s'il est probable que l'on assistera à une normalisation en douceur de la politique monétaire des pays à revenu élevé. La spéculation entourant le calendrier et l'ampleur de futures réorientations de la politique macroéconomique des pays à revenu élevé pourrait aussi engendrer de nouveaux épisodes de volatilité.

La facilité avec laquelle les pays en développement pourront traverser de nouveaux épisodes de volatilité dépendra de la solidité des économies intérieures et de la marge de manœuvre dont ils disposeront pour pouvoir faire face aux chocs. Les conditions financières favorables qui existent actuellement à l'échelle mondiale leur offrent une opportunité (de courte durée) d'assainir leur situation économique. Les soldes budgétaires se sont fortement dégradés depuis 2007 et, malgré une solide croissance, les niveaux d'endettement ont augmenté d'au moins 10 % du PIB dans plus de la moitié des pays en développement.

Il est manifestement nécessaire, pour les pays à revenu intermédiaire qui souffrent à la fois d'une forte inflation et de déficits élevés de leurs comptes courants, de resserrer leurs politiques macroéconomiques — en particulier lorsque les taux d'intérêt réels sont proches de zéro. Dans les autres pays, l'argument en faveur d'un durcissement progressif de cette politique repose sur le besoin d'agir de manière prudente. De nombreux pays auraient intérêt à reconstituer leur marge de manœuvre budgétaire en réduisant progressivement leur déficit, sachant qu'il est probable que, à moyen terme, le coût du service de la dette augmentera et, dans le cas des exportateurs de produits de base, les recettes publiques diminueront. Bien que l'expansion du crédit se ralentisse, les risques financiers intérieurs persistent, notamment en Asie du Sud et dans les pays en développement d'Europe et Asie centrale où les prêts improductifs continuent de poser problème.

... La croissance à moyen terme devra provenir des réformes structurelles

Dans un contexte caractérisé par un durcissement probable des conditions financières et par la persistance des difficultés, la croissance sera de plus en plus tributaire des efforts déployés par les pays pour accroître leur productivité et améliorer leur compétitivité. Les pays en développement ont montré qu'ils étaient capables de prospérer même lorsque la croissance et les importations des pays à revenu élevé se ralentissaient, mais, pour pouvoir continuer sur cette voie, ils devront relancer les réformes intérieures qu'ils ont reléguées au second plan pour faire face aux problèmes immédiats et gérer la demande durant la période qui a suivi la crise.

Les programmes de réformes ambitieux déjà bien avancés dans certains pays (Chine, Mexique et Philippines) et les réformes accomplies par d'autres (Colombie et Pérou) permettent à ceux-ci de mieux faire face aux vents financiers contraires qui soufflent dans le monde.

Les plans de réforme annoncés depuis novembre 2013 témoignent de la détermination de la Chine à améliorer l'allocation de ses ressources et à laisser les forces du marché jouer un plus grand rôle. Procéder au rééquilibrage de l'économie tout en réduisant le plus possible l'instabilité financière alors que l'expansion du crédit se ralentit et que les réformes financières se poursuivent est toutefois une tâche considérable. La hausse des prix des logements s'est ralentie, car les ventes de biens fonciers et les constructions de bâtiments ont diminué, ce qui signifie que le marché de l'immobilier et les financements correspondants sont des sources de préoccupation grandissantes. Un atterrissage brutal de l'économie chinoise pourrait avoir des répercussions largement ressenties à l'échelle de l'Asie de l'Est, ainsi que sur les exportateurs de produits de base.

Table 1.1 Les perspectives mondiales en résumé

(changement en pourcentage depuis l'année précédente, à l'exception des taux d'intérêt et du prix pétrole)

	2012	2013e	2014f	2015f	2016f
<i>Conditions Mondiales</i>					
Volume de Commerce Mondial (GNFS)	2.7	2.6	4.1	5.2	5.4
Prix des Marchandises (USD)					
Marchandises non-pétrolières	-8.6	-7.2	-2.5	-0.6	0.1
Prix du pétrole (US\$ le baril) ¹	105.0	104.1	102.8	99.3	98.1
Flux de capitaux internationaux (% of PIB) ²					
Pays en Développement					
Les entrées nettes de capitaux	5.2	5.6	5.6	5.4	5.1
Asie de l'Est et Pacifique	4.8	6.1	5.9	5.4	5.0
Europe et Asie centrale	7.3	6.9	8.0	8.4	8.0
Amérique latine et Caraïbes	5.4	5.9	5.8	5.8	5.5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.3	2.2	1.7	1.8	1.8
Asie du Sud	5.6	3.9	4.5	4.5	4.4
Afrique subsaharienne	6.4	5.8	5.2	5.3	5.4
<i>Croissance du PIB réel</i> ³					
Monde	2.5	2.4	2.8	3.4	3.5
Pour mémoire: Mondiale (PPA poids) ⁴	3.2	3.1	3.4	4.0	4.2
Pays à revenu élevé	1.5	1.3	1.9	2.4	2.5
Zone Euro	-0.6	-0.4	1.1	1.8	1.9
Japon	1.4	1.5	1.3	1.3	1.5
États-Unis	2.8	1.9	2.1	3.0	3.0
Pays en Développement	4.8	4.8	4.8	5.4	5.5
Asie de l'Est et Pacifique	7.4	7.2	7.1	7.1	7.0
Europe et Asie centrale	1.9	3.6	2.4	3.7	4.0
Amérique latine et Caraïbes	2.6	2.4	1.9	2.9	3.5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.6	-0.1	1.9	3.6	3.5
Asie du Sud	5.0	4.7	5.3	5.9	6.3
Afrique subsaharienne	3.7	4.7	4.7	5.1	5.1

Source: Banque Mondiale.

Remarques: PPA = Parité de pouvoir d'achat e = estimate; f = forecast.

1. Moyenne simple de Dubaï, du Brent et du West Texas Intermediate.

2. Cette édition de Perspectives économiques mondiales introduit une nouvelle méthodologie pour mesurer flux de capitaux internationaux basée davantage sur les définitions mises en œuvre dans la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du FMI. En utilisant cette méthodologie, les flux de capitaux vers les pays en développement sont d'environ 0,5 points de pourcentage plus élevés que ceux déclarés dans les éditions précédentes de GEP, qui a combiné les données de la version antérieure 5 de la balance des paiements et de la dette internationale des statistiques de la Banque mondiale.

3. Taux de croissance des agrégats calculés à l'aide dollars constants de 2010 poids du PIB.

4. Calculé à l'aide de 2010 poids PPP.